

CORPORATION DATACOM WIRELESS

RAPPORT DE GESTION TRIMESTRIEL
Trimestre terminé le 30 septembre 2007



RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport est une revue des résultats financiers et la de situation financière de Corporation Datacom Wireless pour le trimestre terminé le 30 septembre 2007. Ces commentaires doivent être lus en parallèle avec les états financiers non vérifiés de Corporation Datacom Wireless (la « Société ») et leurs notes afférentes pour la période correspondante. Pour obtenir plus de renseignements sur Corporation Datacom Wireless, visitez le site de SEDAR à l'adresse www.sedar.com ou le site Internet de la Société à www.datacom.com.

Les états financiers intérimaires et le rapport de gestion ont été révisés par le comité de vérification de la Société et approuvés par son Conseil d'administration. Les vérificateurs externes n'ont pas révisé les états financiers intérimaires ni le rapport de gestion.

Dans le présent rapport, les termes « nous », « notre », « nos », « Datacom », « entreprise » et « Société » renvoient à Corporation Datacom Wireless. Les états financiers de la Société ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. La Société présente ses résultats en dollars canadiens. Ainsi, tous les montants indiqués dans ce rapport sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire.

Le présent rapport se fonde sur l'information dont disposait la direction le 28 novembre 2007.

ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport contient certaines déclarations qui peuvent être réputées des « énoncés prospectifs ». Les énoncés prospectifs se caractérisent fréquemment par l'utilisation d'expressions telles que « planifier », « s'attendre à », « projeter », « avoir l'intention de », « croire », « anticiper », « estimer » et d'autres expressions semblables ou des déclarations suggérant que des événements ou des conditions « peuvent » se produire ou « se produiront ». Toutes les déclarations figurant dans le présent rapport, à l'exception des déclarations de faits historiques, et qui font état d'événements ou de faits nouveaux futurs qu'anticipe la Société ou qu'elle s'attend à voir réaliser, constituent des énoncés prospectifs. Même si la Société croit que les attentes exprimées dans de tels énoncés prospectifs sont fondées sur des hypothèses raisonnables, ces énoncés ne constituent nullement des garanties du rendement futur et les résultats ou les faits réels peuvent être considérablement différents de ceux qui figurent dans les énoncés prospectifs. Au nombre des facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels soient considérablement différents de ceux exprimés dans les énoncés prospectifs, il y a les cours du marché et la conjoncture économique générale, les conditions boursières ou commerciales. Rien ne garantit que les énoncés prospectifs se révèlent exacts, étant donné que les résultats et les événements futurs pourraient diverger considérablement de ces énoncés anticipés. La Société ne s'engage nullement à mettre à jour les énoncés prospectifs en cas d'évolution des circonstances ou de modification des estimations ou des avis de la direction. Le lecteur est mis en garde de ne pas accorder une foi excessive aux énoncés prospectifs.

I. SOMMAIRE

Fondée en 1999, la Société est classée parmi les chefs de file canadiens dans la conception, le développement et la commercialisation de solutions essentielles de gestion de flottes de véhicules, de systèmes de protection, de détection et de repérage de véhicules volés. Ses produits et ses services utilisent des technologies de communications sans fil, de positionnement par satellites (GPS) et un portail informatique en mode ASP d'avant-garde.

II. MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR

Bénéfices avant intérêts, impôts et amortissements (« BAIIA ») est une mesure utilisée afin de comparer les résultats d'exploitation d'une période à une autre. BAIIA n'est pas une mesure de performance définie par les PCGR et n'a pas une définition standard reconnue par les PCGR. Notre façon de calculer le BAIIA peut être différente des méthodes utilisées par d'autres émetteurs.

Le lecteur est prévenu que le BAIIA ne peut être perçu comme une alternative au bénéfice net ou perte nette déterminé conformément aux PCGR comme étant indicatif de notre performance ou au flux de trésorerie lié aux activités d'exploitation et d'investissements en tant que mesure de liquidité et flux de trésorerie. L'indicateur financier conforme au PCGR et se rapprochant le plus du BAIIA est la perte nette.

III. FAITS SAILLANTS DU TROISIÈME TRIMESTRE

- Le 31 août 2007, la Société a conclu la transaction d'acquisition de la quasi-totalité des éléments d'actif corporels et incorporels de Corporation Systèmes de Repérage Vigil Technologies Inc. (« Vigil GPS »), soit au prix et à la date qui avait été originalement prévus. Vigil GPS œuvre dans le même secteur d'activités que nous. Ses opérations sont en tous points similaires aux nôtres tandis que ses marchés et réseaux de distribution sont complémentaires aux nôtres.
- L'intégration de Vigil GPS est présentement en avance sur notre plan initial, ce qui permettra une réduction des coûts opérationnels et de main d'œuvre prévus initialement en plus de créer des opportunités d'affaires. Depuis la clôture de la transaction, nous avons investi des efforts entre autres à rétablir la relation d'affaires avec l'ensemble du réseau de distribution en rencontrant les partenaires et clients commerciaux majeurs lesquels représentent approximativement 33 % des unités acquises. Suite à ces rencontres, plusieurs ententes et/ou renouvellements d'ententes ont été conclues. Nous avons également assuré un support de grande qualité à la clientèle acquise, transféré l'ensemble des applications acquises sur nos propres serveurs d'exploitation et d'opérations, complété la migration du service de protection d'alarme à notre propre centrale d'alarme, combiné le savoir-faire technologique de Vigil GPS au nôtre afin de créer une plateforme améliorée, en plus d'implanter notre discipline de gestion dans les opérations de Vigil GPS.
- En août 2007, nous avons procédé au lancement de notre nouveau produit « HIKO ». HIKO est un système intégré de gestion d'épandage de fondants et d'abrasifs. HIKO est à la fine pointe de la technologie et combine les technologies de communications sans fil,

de positionnement par satellites (GPS) et un portail informatique en mode ASP d'avant-garde. HIKO a été conçu pour les gestionnaires responsables des équipes d'entretien et de déglacage des routes et leur permet de localiser, de suivre et de gérer en temps réel de façon quotidienne toutes les opérations d'épandage qui s'effectuent sur le territoire dont ils ont la responsabilité. HIKO permet de mesurer de façon précise la quantité annuelle de liquide et de matériaux épandus et répond en tout point à la nouvelle réglementation environnementale. À ce jour, plusieurs municipalités du Québec et entreprises de services du secteur public ont démontré un grand intérêt envers ce produit. Plusieurs propositions de prix ont été soumises et nous anticipons conclure plusieurs ententes au cours du quatrième trimestre.

- À la fin du troisième trimestre de 2007, le cap de 1 600 unités du système de gestion à distance d'immobilisations basé sur l'Internet (Rosemount 753R munies de Itrax) a été franchi. Ceci excède largement les prévisions et contribuera favorablement à la croissance des revenus récurrents. La Société a participé au développement de ce produit en collaboration avec une filiale d'Emerson Electric Co.
- A la fin du troisième trimestre de 2007, la Société a dépassé le cap de 15 000 unités installées du produit Mobiguard, ce qui dépasse les attentes initiales de vente de ce produit.
- En octobre 2007, nous avons débuté un nouveau programme de vente du produit Mobiguard avec La Capitale assurances générales ayant ses principales affaires au Québec. Bien que ce nouveau programme aura peu d'impact sur nos résultats en 2007, car en phase initiale d'introduction, nous anticipons qu'il aura une contribution significative sur nos résultats en 2008.
- La Société poursuit sa stratégie de croissance par acquisitions.
- Durant le troisième trimestre de 2007, l'addition de nouveaux clients et/ou unités se résume comme suit :
 - 22 nouveaux clients Mobicom (marché commercial);
 - 252 unités Mobicom ont été vendues
 - 667 nouveaux clients Mobilus (marché consommateur);
 - 2 668 nouveaux clients Mobiguard (marché consommateur);
 - 241 nouvelles unités Vigil GPS (marché consommateur).

IV. RÉSULTATS D'EXPLOITATION DU TROISIÈME TRIMESTRE

Les tableaux suivants présentent les principales informations financières pour les périodes indiquées et sont tirés des états financiers non vérifiés de la Société.

Tableau 1 : Principales informations financières

<i>(en 000 \$ sauf pour les données par action)</i>	Trois mois terminés le 30 septembre		Neuf mois terminés le 30 septembre	
	2007	200	2007	2006
Ventes	2 131 \$	1 972 \$	5 846	5 256 \$
Marge bénéficiaire brute	785	799	2 244	2 193
Frais généraux et administratifs	728	488	1 750	1 449
Ventes et marketing	504	391	1 251	1 033
Recherche et développement	328	230	872	652
Crédits d'impôts à la recherche et au développement	(45)	(155)	(217)	(275)
Exploitations	207	158	540	413
Intérêts implicites sur les actions privilégiées rachetables	-	445	738	1 195
Intérêts sur billets à ordre	-	25	77	43
Autres frais (revenus) financiers	(88)	31	(10)	(13)
Rémunération à base d'action	62	-	176	-
Amortissement des frais de financement reportés/Charge de désactualisation	-	22	190	81
Amortissement des actifs incorporels	10	-	10	-
Dépréciation et amortissement	22	36	79	108
Perte nette	(942) \$	(872) \$	(3 212)	(2 492) \$
Perte nette par action :				
De base et diluée	(0,03) \$	(0,97) \$	(0,26)	(2,77) \$ ⁽¹⁾
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	28 230 733	900 000	12 513 059	900 000

⁽¹⁾ Basé sur le nombre d'actions en circulation au 30 septembre 2007 (28 230 733 actions), les pertes de base et diluées par action seraient de 0,11 \$ pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2007.

Le tableau 2 ci-dessous représente une mesure non-conforme aux PCGR que la direction estime être une mesure utile dans le but de comparer les résultats financiers avec une autre compagnie dans son secteur.

Tableau 2: Réconciliation de la perte nette au BAIIA

<i>(en 000 \$ sauf pour les données par action)</i>	Trois mois terminés le 30 septembre		Neuf mois terminés le 30 septembre	
	2007	2006	2007	2006
Perte nette	(942) \$	(872) \$	(3 212)	(2 492) \$
Intérêts implicites sur les actions privilégiées rachetables	-	445	738	1 195
Intérêts sur billets à ordre	-	25	77	43
Autres frais (revenus) financiers	(88)	31	(10)	(13)
Amortissement des frais de financement reportés	-	22	190	81
Amortissement des actifs incorporels	10	-	10	-
Dépréciation et amortissement	22	36	79	108
BAIIA	(998) \$	(313) \$	(2 128)	(1 078) \$
BAIIA par action :				
De base et dilué	(0,04) \$	(0,35) \$	(0,17) ⁽¹⁾	(1,20) \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	28 230 733	900 000	12 513 059	900 000

(1) Basé sur le nombre d'actions en circulation au 30 septembre 2007 (28 230 733 actions), le BAIIA de base et dilués par action seraient de (0,08 \$) pour la période de neuf mois terminés le 30 septembre 2007.

Revenus

Les revenus générés par la Société proviennent de la vente d'unités de télématique et des frais de service récurrents mensuels associés à ces unités. Un faible pourcentage des revenus est généré à partir d'activités de services professionnels, d'installation, de réparation et de vente de plans de garantie prolongée.

Les revenus du troisième trimestre de 2007 ont totalisé 2,13 \$ millions, en hausse de 8,1 % par rapport au revenu du troisième trimestre de 2006 de 1,97 \$ millions. Pour les neuf premiers mois de 2007, les revenus ont atteint 5,85 \$ millions, représentant une croissance de 11,2 % sur les 5,26 \$ millions de la même période de 2006. Ces augmentations de revenu sont principalement dues à l'augmentation de la clientèle.

Les revenus récurrents ont augmenté de 31,9 % d'une année sur l'autre, passant de 0,71 \$ million pour le troisième trimestre de 2006 à 0,94 \$ million pour la même période de 2007. En proportion, les revenus récurrents par rapport au revenu total à ce jour en 2007 est de 44,0 %. Cette mesure se compare favorablement au résultat du troisième trimestre de 2006 pour lequel la proportion des revenus récurrents par rapport au revenu total représentait 36,1 %.

Nos revenus proviennent presque exclusivement du Canada par le biais de notre force de vente directe et notre réseau d'agents/distributeurs du Québec et de l'Ontario.

Marge bénéficiaire brute

La marge brute correspond aux revenus moins le coût des marchandises vendues. Le coût des marchandises vendues comprend principalement les coûts des unités vendues, de leur assemblage et des frais d'installation et de garantie ainsi que des frais de service de télécommunication et autres frais connexes.

Le pourcentage de marge bénéficiaire brute se situe à 36,8 % des revenus pour le troisième trimestre de 2007 et à 38,4 % pour la période des neuf premiers mois de 2007, en baisse de 3,7 % et de 3,3 % respectivement, comparativement aux mêmes périodes de 2006.

Cette baisse est principalement due à une augmentation temporaire des coûts de main-d'œuvre d'installation dans l'unique but de réduire de façon substantielle le temps d'attente de notre clientèle pour l'installation de Mobilus. Nous prévoyons que cette augmentation temporaire, causée par les frais de main-d'œuvre sur la marge bénéficiaire brute, sera réduite au cours des prochains trimestres.

Cependant, en dollars, la marge bénéficiaire brute a augmenté entre le deuxième et le troisième trimestre de 2007, de 0,017 \$ million, ou 2 %, passant de 0,768 \$ million à 0,785 \$ million.

Charges d'exploitation

Frais généraux et administratifs

Les frais généraux et administratifs se rapportent principalement aux coûts liés au personnel administratif, aux honoraires professionnels, aux loyers, aux assurances et aux autres frais généraux et coûts indirects. Des créances douteuses liées aux comptes-clients sont enregistrées dans les frais généraux. Les frais généraux et administratifs sont généralement fixes et ne varient pas proportionnellement aux revenus à l'exception des dépenses associées aux créances douteuses.

Au troisième trimestre, les dépenses liées aux frais généraux et administratifs ont augmenté de 0,240 \$ million ou 49,1 %, année sur année, passant de 0,488 \$ million en 2006 à 0,728 \$ million en 2007. Cette augmentation s'explique dans un premier temps par l'enregistrement de charges liées au premier appel public à l'épargne et dans un deuxième temps par l'augmentation des frais liés à un ajout de personnel, de l'augmentation du volume d'affaires et de l'exploitation d'une société publique.

Pour les neuf premiers mois de 2007, les frais généraux et administratifs ont augmenté de 0,302 \$ million, soit une hausse de 20,8 % par rapport à la même période de 2006.

Ventes et marketing

Les dépenses de ventes et de marketing se composent principalement des salaires du personnel, des commissions sur la vente directe et indirecte de produits, des frais de déplacement et de représentation ainsi que des coûts de publicité et de participation à des expositions commerciales.

Les dépenses liées aux ventes et au marketing ont augmenté de 0,113 \$ million ou 28,9 % passant de 0,391 \$ million dans le troisième trimestre de 2006 à 0,504 \$ million dans le troisième trimestre de 2007. Ces dépenses ont connus une hausse principalement en raison de l'augmentation des commissions versées pour la commercialisation directe et indirecte de produits et de plans de service.

Pour les neuf premiers mois de 2007, ces dépenses se sont élevées à 1,25 \$ million en 2007 comparativement à 1,03 \$ million en 2006, représentant une augmentation de 0,22 \$ million, ou 21,0 %.

Recherche et développement

La Société investit dans la recherche et le développement afin de conserver sa position de leadership sur les marchés qu'elle dessert et afin d'ajouter de nouvelles fonctionnalités ou d'introduire de nouveaux produits. Les dépenses en recherche et en développement ne fluctuent pas avec les revenus, mais sont périodiquement évaluées par rapport aux revenus et ajustées si

nécessaire. Les dépenses en recherche et en développement consistent principalement en des coûts de personnel, d'honoraires de consultants et de matériel. Ces dépenses sont présentées avant de déduire les crédits d'impôt sur la recherche et le développement. Les crédits d'impôt sur la recherche et le développement sont présentés distinctement.

Au cours du troisième trimestre, les investissements en recherche et développement ont atteint 0,328 \$ million, soit 42,3 % de plus que les 0,230 \$ million investis durant la même période en 2006. L'augmentation est principalement attribuée aux efforts additionnels associés à l'introduction et au développement de nouveaux produits. Durant les neuf premiers mois de l'exercice, les investissements en recherche et développement se sont élevés à 0,872 \$ million, en hausse de 0,220 \$ million ou 33,8 % par rapport à la même période en 2006.

Depuis la clôture du premier appel public à l'épargne, le montant de provision de crédit d'impôt pour la recherche et le développement a été révisé à la baisse afin de refléter les taux en vigueur pour les sociétés publiques. Cette révision a affecté de façon négative le montant de crédit d'impôt pour la recherche et le développement enregistré à l'état des résultats.

Exploitation

Les dépenses d'exploitation sont principalement reliées au personnel impliqué au service à la clientèle et à la centrale d'alarme. Pour la plupart, les dépenses d'exploitation ne fluctuent habituellement pas proportionnellement avec les revenus. Toutefois, une croissance importante des activités aura inévitablement un impact à la hausse sur ces dépenses.

Les dépenses reliées à l'exploitation ont augmenté de 31,1 % passant de 0,158 \$ million dans le troisième trimestre de 2006 à 0,207 \$ million dans le troisième trimestre de 2007. Cette hausse est directement reliée à l'accroissement du volume d'affaires de la Société. Au cours des neuf premiers mois de l'exercice, ces dépenses se sont élevées à 0,540 \$ million comparativement à 0,413 \$ million pour la même période de 2006, représentant une hausse de 0,128 \$ million, soit de 31,0 %.

Dépréciation et amortissement

La dépréciation et l'amortissement proviennent des immobilisations. Pour plus de détails, veuillez vous référer à la note 1 des états financiers vérifiés pour les méthodes d'amortissement utilisées.

Frais (Revenus) financiers

Les frais (revenus) financiers sont principalement composés des revenus d'intérêts, des intérêts implicites sur les actions privilégiées rachetables, des intérêts sur billets à ordre, et de l'amortissement des frais de financement reportés/charges de désactualisation.

Intérêts implicites sur les actions privilégiées rachetables et intérêts sur billets à ordre

Les intérêts implicites sur actions privilégiées rachetables et sur les billets à ordre (tels que spécifiés dans les tableaux 1 et 2) sont reliés aux actions privilégiées rachetables émises entre 2003 et 2005 et sur les billets à ordre émis en 2006 et 2007. Immédiatement avant la clôture du premier appel public à l'épargne (« PAPE ») de la Société qui a eu lieu le 6 juin 2007, toutes les actions privilégiées rachetables ainsi que les billets à ordre, leurs intérêts implicites cumulés et leurs dividendes ont été, dans le contexte de notre restructuration du capital, automatiquement convertis en actions ordinaires.

Amortissement des frais de financement reporté/charges de désactualisation

L'amortissement des frais de financement reportés se reporte aux actions privilégiées rachetables et aux bons de souscription. Au moment de la conversion automatique des actions privilégiées rachetables et des billets à ordre, les frais de financement ont été radiés et enregistrés à l'état des résultats à même l'amortissement des frais de financement reportés et des charge de désactualisation.

Frais (Revenus) financiers

Les frais (revenus) financiers sont composés des revenus d'intérêt générés sur le solde en banque, du montant net des charges bancaires, des frais de prélèvement par carte de crédit, des frais bancaires et des gains ou pertes reliés aux écarts de change.

Les frais bancaires étant relativement stables, l'écart des autres frais (revenus) financiers est principalement attribuable aux variations dans le solde en banque ainsi que les variations de taux de change.

Au cours du troisième trimestre de 2007, la variation de revenus d'intérêts est significative puisque la Société a procédé au dépôt de la somme provenant de l'émission du capital-actions dans le cadre du PAPE en assurant une gestion efficace et prudente de sa trésorerie.

La Société a enregistré des gains reliés au taux de change de 0,012 \$ million au cours du troisième trimestre, comparativement à une perte de 0,014 \$ million pour la même période en 2006.

Rémunération à base d'actions

Les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada exigent des sociétés qu'elles comptabilisent une charge de rémunération pour les options octroyées aux employés et administrateurs. La juste valeur est estimée à l'aide du modèle d'évaluation d'options de Black et Scholes et la charge de rémunération attribuable aux options est passée en dépenses sur la période d'acquisition.

Au cours du troisième trimestre, la Société a enregistré une dépense de rémunération à base d'actions de 0,062 \$ million alors que cette dépense s'élève à 0,176 \$ million pour la période de neuf mois terminés le 30 septembre 2007. Elle était enregistrée à 0 \$ en 2006.

V. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers intérimaires non vérifiés de la Société sont préparés selon les normes PCGR canadiennes utilisant les mêmes conventions comptables énumérées dans ses états financiers annuels vérifiés pour l'année financière terminée le 31 décembre 2006.

VI. DESCRIPTION DU CAPITAL-ACTIONS AU 30 SEPTEMBRE 2007

Le capital-actions autorisé est présentement composé d'un nombre illimité d'actions ordinaires.

Le tableau suivant présente les variations survenues dans le capital-actions ordinaire au cours de la période de neuf mois arrêtée le 30 septembre 2007.

	Nombre	Valeur
Émis et en circulation au 31 décembre 2006, avant le regroupement 3 pour 1 ⁽¹⁾	2 700 000	89 \$
Émis et en circulation au 31 décembre 2006 après le regroupement 3 pour 1 ⁽¹⁾	900 000	89
Conversion des actions privilégiées A, B et C, des intérêts implicites et du dividende couru et impayé sur ces actions privilégiées	15 940 109	24 818 975
Émission d'actions lors du PAPE	11 111 112	10 000 000
Bons de souscription en actions ordinaires	Nil	(1 055 555)
Émission d'actions au chef de la direction ⁽²⁾	279 512	142 550
Frais d'émission d'actions	Nil	(1 436 822)
Émis et en circulation au 30 septembre 2007	28 230 733	32 436 237 \$

(1) : Immédiatement avant la clôture du PAPE, les actionnaires ont approuvé un regroupement d'actions ordinaires qui s'est composé d'un échange de trois actions ordinaires pour chaque action ordinaire détenue à ce moment.

(2) : Immédiatement avant la clôture du PAPE, la Société a consenti un prêt, sans intérêts, à son chef de la direction d'un montant de 251 561 \$ lui permettant d'acquérir 1 % du nombre total des actions ordinaires à la clôture du PAPE.

Aucun nouveau capital-actions n'a été émis depuis le 30 septembre 2007.

VII. LIQUIDITÉ ET RESSOURCES EN CAPITAL

Bilan

<i>(en 000 \$ sauf si expressément indiqué)</i>	Au 30 septembre	
	2007	2006
Fonds de roulement	6 721 \$	1 132 \$
Ratio du fonds de roulement	2,98 : 1	1,61 : 1
Actions privilégiées rachetables	-\$	21 963 \$
Dette à long terme (incluant les obligations découlant des contrats de location-acquisition et la portion échéant à moins d'un an)	117 \$	1 774 \$
Actions ordinaires (<i>en dollars</i>)	32 436 237 \$	89 \$
Bons de souscription (<i>en dollars</i>)	1 055 555 \$	-\$
Surplus d'apport	33 \$	-\$

La direction considère que le présent fonds de roulement sera suffisant pour financer les opérations de la Société pour les vingt-quatre prochains mois.

Les actions privilégiées rachetables en circulation au 31 décembre 2006 ont fait l'objet d'une conversion automatique lors du PAPE.

Les billets à ordre ont été remboursés lors de la restructuration du capital-actions. La transaction n'a pas entraîné une sortie de fonds pour la Société puisque le remboursement s'est fait à même le produit provenant de l'exercice des bons de souscription par le même groupe d'investisseurs.

Sommaire de l'état des flux de trésorerie

<i>(en 000 \$ sauf pour les données par action)</i>	Trois mois terminés le 30 septembre		Neuf mois terminés le 30 septembre	
	2007	2006	2007	2006
Activités d'exploitation	(774)	(78)	(1 737)	(1 590)
Activités de financement	(149)	744	8 855	1 548
Activités d'investissement	(446)	(14)	(498)	(61)
Augmentation (diminution) nette des espèces et quasi-espèces	(1 369)	652	6 620	(103)

Activités d'exploitation

Nous avons utilisé par nos activités d'exploitation des flux de trésorerie de 0,774 \$ million durant le troisième trimestre de 2007, comparé à 0,078 \$ million utilisé en 2006. Pour ces deux périodes, les utilisations de fonds liées aux activités d'exploitation ont principalement découlé de la perte nette réalisée au cours de la période (déduction faite des intérêts implicites de 0,445 \$ million sur les actions privilégiés en circulation au 30 septembre 2006). L'utilisation de fonds liée aux activités d'exploitation du troisième trimestre de 2006 a, également, été partiellement contrebalancée par une variation positive des éléments hors caisse du fonds de roulement.

Pour les périodes de neuf mois terminées les 30 septembre 2007 et 2006, les utilisations de fonds liées aux activités d'exploitation ont principalement découlé de la perte nette réalisée au cours de la période, déduction faite des intérêts implicites sur les actions privilégiées en circulation et de la variation des éléments hors caisse du fonds de roulement.

Activités de financement

Au cours de la période de neuf mois de 2007, les activités de financement ont généré des flux de trésorerie net de 8,855 \$ millions en émission de capital-actions, déduction faites des frais de financement. Pour la même période en 2006, les activités de financement avaient généré des flux de trésorerie de 1,548 \$ million, par l'émission de billets à ordre.

Au cours du troisième trimestre de 2007, les fonds utilisés dans les activités de financement ont été de 0,149 \$ million principalement causé par des frais de financement reliés au PAPE tandis que les activités de financements ont généré 0,744 \$ million au cours de la même période en 2006 principalement causé par l'émission de billets à ordre.

Activités d'investissement

Au cours du troisième trimestre de 2007 et de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2007, les activités d'investissement consistent en l'acquisition d'une entreprise et d'immobilisations tandis qu'au cours du troisième trimestre de 2006 et de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2006, les activités d'investissement se limitent à l'acquisition d'immobilisations

Au cours du troisième trimestre de 2007 et de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2007, les fonds utilisés dans les activités d'investissement s'élèvent respectivement à 0,446 \$

million et 0,498 \$ million et comprennent une acquisition d'entreprise de 0,402 \$ million et l'acquisition d'immobilisations.

Au cours du troisième trimestre de 2006 et de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2006, les fonds utilisés dans les activités d'investissement se limitent à l'acquisition d'immobilisations et s'élèvent respectivement à 0,014 \$ million et 0,061 \$ million.

Engagements contractuels

La trésorerie dépend d'un certain nombre de facteurs comprenant les fluctuations dans les résultats d'exploitation et du fonds de roulement. Par conséquent, l'impact des engagements contractuels sur la liquidité et les ressources en capital futurs devrait être analysé en même temps que ces facteurs. Les produits sont typiquement vendus avec une garantie de produit de 12 mois. La direction passe en revue les coûts historiques de garantie et enregistre des provisions de dépenses de garantie en conséquence. Au 30 septembre 2007, la dette à long terme de la Société est composée d'un prêt libre d'intérêts de Développement économique Canada avec un engagement restant d'approximativement 123 000 \$.

Le tableau suivant identifie les obligations contractuelles et les engagements de la Société d'effectuer des paiements futurs dans le cadre des contrats en date du 30 septembre 2007.

<i>En 000 \$</i>	Total	2007	2008	2009	2010	2011+
Dette à long terme	123	-	49	49	25	-
Contrats de location acquisition	26	5	21	-	-	-
Contrats de location d'exploitation	58	10	26	9	9	4
Bail bureau administratif	737	54	217	229	217	20
Total	969	94	313	287	275	24

La Société n'a aucune activité hors bilan. L'ensemble de ses obligations est décrit sous « Obligations contractuelles » et « Instruments financiers ».

Opérations entre entités apparentées

À la clôture du PAPE, la Société a consenti un prêt, sans intérêts, à son chef de la direction d'un montant de 251 561 \$ lui permettant d'acquérir 1 % du nombre total des actions ordinaires à la clôture du PAPE.

Risque de crédit et concentration du risque de crédit

Référez-vous au prospectus final daté du 29 mai 2007.

Perspectives

La direction s'attend à ce que les revenus sur la vente des produits existants et nouveaux continuent de croître. Elle prévoit également améliorer les marges bénéficiaires brutes en dollars. La recherche et le développement continueront d'être des éléments clés dans lesquels la Société investit. Des ressources additionnelles seront dédiées aux ventes et au marketing.

VIII. RISQUES ET INCERTITUDES

Référez-vous au prospectus final daté du 29 mai 2007.

Mobicom, Mobilus, Mobiguard, Vigil et HIKO sont des marques de commerce de Corporation Datacom Wireless.

Corporation Datacom Wireless, 440 boul. Armand-Frappier, bureau 350, Laval (Québec) Canada H7V 4B4

Téléphone : +1 450 781-6000; télécopieur : +1 450 781-6001; site Internet : www.datacom.com

An English edition is available upon request to the Investor Relations Department or on the website of SEDAR at www.sedar.com or on the website of Datacom Wireless Corporation at www.datacom.com.